

Septembre 2023

n° **152**

CONTRASTO

**LE RHÔNE PRIS
EN OTAGE?...**



Sommaire n° 152 conflits d'intérêts

Couverture	
Edito <i>ACR</i>	3
Suisse Energie et climat <i>Erwin Weiss</i>	4
Suisse Elections fédérales <i>Erwin Weiss</i>	5
Suisse Bouquin à lire <i>Erwin Weiss</i>	5
TIAN Un monde sans armes nucléaires	6-7
France Bugey, double peine <i>J. Le Guern</i>	8-9
France - Niger Conflits d'intérêts (l'uranium!) <i>J. Le Guern</i>	10
International Japon / Fukushima <i>J. Le Guern</i>	11
AG et Hommage à Paul Bonny	12

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1150 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie Fornara

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

**Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0**

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



Alternatiba

le 2 septembre dernier, quelques vaillants-tes ContrAtomistes se sont relayés, dans la bonne humeur au stand de notre association lors de la manifestation Alternatiba au Parc des Bastions à Genève.

Belle occasion de revoir d'anciennes connaissances, d'échanger quelques bons souvenirs et surtout de dialoguer avec un public en majorité acquis à notre cause, bien qu'inquiet par rapport aux changements climatiques et aux solutions proposées pour parer à un éventuel déficit d'énergie, ce qui nous a permis d'exposer nos arguments et de tester notre force de persuasion.

AC





Chères, Chers ContrAtomistes,

Dans l'édito du dernier numéro de ContrAtom, je m'inquiétais de la relance irresponsable du nucléaire chez nos voisins français, concrétisée par les projets insensés de construction de 6 nouveaux EPR à l'horizon 2035.

Alors que les sites de Tricastin et du Bugey étaient en «compétition» pour l'installation de 2 des 6 réacteurs prévus, le Président Macron a mis fin au suspens en juillet dernier en annonçant que **le site du Bugey était finalement retenu pour la construction de 2 réacteurs EPR de nouvelle génération**. Plusieurs élus locaux ont, paraît-il, sabré le champagne, se réjouissant des perspectives économiques florissantes promises à leur région!

Quand on sait qu'aucun réacteur EPR construit dans le monde ne fonctionne à ce jour correctement, on ne peut que s'étonner de cet enthousiasme! L'EPR de Taishan (Chine) et l'EPR d'Olkiluoto (Finlande) sont victimes de nombreux dysfonctionnements, de retards considérables et de faramineux surcoûts. À titre d'exemple, l'EPR de Flamanville (France) a pris 12 ans de retard; démarrage annoncé par EDF, (s'il démarre) en 2024 pour un surcoût de 10 milliards selon EDF et de 16 milliards selon la Cour des Comptes!

Quand on sait, par ailleurs, que toute installation nucléaire a besoin d'eau, de beaucoup d'eau, pour parer aux impératifs de refroidissement de ses réacteurs, on se demande bien comment on va pouvoir concilier cette exigence avec les périodes de canicule et de sécheresse que l'avenir nous réserve!

À ce propos, l'Agence Française de l'Eau déclarait récemment que le débit du Rhône pourrait baisser jusqu'à 20% dans les trente prochaines années! Bien mauvaise nouvelle pour la ribambelle de réacteurs français implantés sur ses rives!

Le débit d'eau sortant du Léman est donc devenu un enjeu de taille à l'heure du changement climatique et des sécheresses qui s'ensuivent. À cet éclairage, on comprend mieux que la question de la régulation des eaux du Rhône et du Léman soit un sujet d'importance aux yeux du gouvernement français, raison pour laquelle il revient actuellement sur le devant de la scène! Aux dernières nouvelles, il semblerait que la Suisse soit prête à négocier un accord permettant la coopération avec la France sur la la régulation du niveau des eaux du lac, en particulier pour les situations de crue ou de sécheresse. Voilà de quoi encourager l'Élysée à persister dans sa volonté de poursuivre sa fuite en avant dans la voie sans issue du nucléaire!

Et le Canton de Genève, dans cette histoire, fort de sa constitution antinucléaire, n'a-t-il pas son mot à dire quant à la gestion de ses barrages? Affaire à suivre attentivement!

D'eau, il en est encore question avec **le feu vert donné par le gouvernement japonais en août dernier de déverser les eaux souillées de la centrale accidentée de Fukushima dans le Pacifique!**

«Eau contaminée» pour les opposants, «eau traitée» pour Tepco (l'exploitant) ou encore «eau purifiée» pour le gouvernement japonais, la voilà donc balancée à la mer! Pour acheminer cette dilution plus que louche vers le large un tunnel de 1 kilomètre a été percé sous la mer! **L'opération durera de 30 à 40 ans!**

Et que vogue la galère du nucléaire, taxée d'énergie propre, sûre et bon marché par les Pinocchio du lobby atomique, qui, à grand renfort d'arguments fallacieux, ont réussi l'exploit de faire passer le nucléaire pour une énergie verte qui va sauver le climat, alors que, répétons-le une fois encore, loin d'être un atout dans la lutte contre le réchauffement climatique, c'est un verrou au développement des vraies solutions que sont les économies d'énergie, la sobriété et les énergies renouvelables.

Le bon sens finira-t-il par l'emporter? Avec vous, chères, chers ContrAtomistes, j'y crois fort!

Et que vogue la caravelle insubmersible de la résistance au nucléaire!

Anne-Cécile



ENERGIE ET CLIMAT

Climat et énergie sont très liés, parce que, compte tenu de nos besoins énergétiques, nous avons fortement pollué notre planète, ce qui a été la cause des changements climatiques en cours. Ces influences sont très lentes, les effets sont seulement visibles à moyen ou long terme. Par exemple, le moteur à essence a été inventé il y a environ 160 ans. Dans un premier temps, il s'agissait d'exemplaires uniques, mais des pionniers ont vite inventé les séries, surtout dans l'industrie automobile. Après la deuxième Guerre mondiale, le nombre des voitures a quasiment explosé et la pollution a commencé à se faire sentir en même temps que les limites des ressources (mises en évidence par le Club de Rome dès les années 70).

Malheureusement, nous avons continué à polluer sans nous soucier de la Terre, en privilégiant notre confort à court terme. Ce comportement doit être corrigé au plus vite. Nous avons la technologie pour faire mieux, en utilisant des énergies renouvelables et en visant une plus grande sobriété.

Statistiques énergétiques 2022

Chaque été, l'administration suisse publie les statistiques énergétiques de l'année précédente. Globalement, on constate une augmentation de plus en plus forte de la consommation d'énergie de 1945 jusqu'à 1973, année de la première crise du pétrole. Après une courte période de réduction, l'augmentation a repris, mais de moins en moins forte et a atteint un maximum vers 2010 (905 000 térajoule ou TJ). En 2022, nous sommes descendu-e-s vers 765 000 TJ. Une grande partie de cette consommation est d'origine fossile (59%); l'énergie électrique arrive en deuxième position (27%), les énergies renouvelables, sans l'énergie hydraulique, sont encore à un faible niveau (4%) et le reste (bois, déchets industriels, chaleur à distance) représente environ 10 %. Nous devons faire un gros effort pour remplacer l'énergie fossile et satisfaire notre promesse, à savoir : être neutre en carbone en 2050. Le remplacement des voitures à essence ou diesel par des voitures électriques va contribuer à réduire notre consommation globale parce que leur consommation atteint seulement le quart de la consommation des voitures à carburant fossile, mais nous devons quand même réduire la taille des voitures et parcourir nettement moins de kilomètres.

Actuellement, nos voitures polluent énormément et nous devons, individuellement, pénaliser les nouvelles voitures

qui rejettent plus de 118 g CO₂/km (limite légale). Cela permettrait de réduire le nombre de grosses voitures (SUV) polluantes.

La menace d'un retour du nucléaire

La consommation d'électricité est quasiment stable depuis 2005. Nous devons remplacer nos vieilles centrales nucléaires au plus vite par des énergies renouvelables. C'est possible, mais il faut faire un effort financier (voir à ce sujet le livre «Urgence énergie et climat»). Les jeunes PLR (soutenu-e-s par une grande partie du PLR) et l'UDC veulent revenir à l'énergie nucléaire via une initiative (initiative black-out). Un autre amendement malhonnête d'un conseiller aux Etats (PLR) propose de permettre une révision des centrales sans demande préalable d'autorisation, ce qui permettrait de changer un réacteur nucléaire en douce. L'énergie nucléaire est une énergie vieillotte, qui profite aux consommateurs d'aujourd'hui, mais les futures générations devront payer les déchets et la pollution engendrés. En plus, comme cela a déjà été mentionné plusieurs fois, l'énergie nucléaire est dangereuse, elle a une très faible efficacité (seulement 35% est transformé en énergie électrique, le reste est envoyé dans l'air par la vapeur ou réchauffe inutilement nos rivières); une nouvelle centrale arriverait beaucoup trop tard (elle serait opérationnelle vers 2060) et le combustible vient de l'étranger (Russie, Canada). Chaque franc investi dans le nucléaire va manquer aux énergies renouvelables. Nous avons besoin de plus d'installations photovoltaïques sur les infrastructures existantes (toits, murs, façades) en laissant les Alpes vierges, plus d'éoliennes et de la géothermie sans fracturation.

Il faut quand même relever un point positif: le peuple suisse a accepté la loi climat, le 18 juin dernier. MERCI! Ce n'est pas la panacée, mais c'est déjà un début, car elle demande à nos politicien-ne-s de faire quelque chose pour tenir nos promesses pour notre Terre. Choisissez bien vos candidat-e-s aux élections des parlements suisse le 22 octobre!

Pour conclure vous pouvez participer avec nous à la Grande manifestation pour le climat le 30 septembre à Berne (départ 14 heures, Bollwerk), plus d'information sur notre site www.contratom.ch ou www.manif-climat.ch.

Nous participerons avec le slogan «Le nucléaire ne sauvera pas le climat».

Horaire des trains:

aller: 11h01 Genève, 11h44 Lausanne, 12h38 Fribourg
arrivée à Berne 13h03;
retour: Berne 17h04, Fribourg 17h41, Lausanne 19h06
Genève 19h54.

Prenez des billets dégriffés au plus vite!

Toutes et tous à Berne le 30 septembre!

Erwin

ELECTIONS FEDERALES

La Suisse va renouveler ses parlements fédéraux (Conseil des Etats et Conseil national) le 22 octobre pour les quatre prochaines années. Ces élections sont très importantes pour nous, car il y a des décisions à prendre concernant l'environnement et les énergies.

Le Conseil national est élu par un système proportionnel, dont chaque canton est une circonscription électorale. Dans ce système, on choisit d'abord un parti (une liste) pour répartir les sièges (200 pour toute la Suisse, chaque canton a un nombre des sièges selon sa population résidente) et les attribuer ensuite aux candidat·e·s selon les suffrages reçus de leur liste. Le conseil des Etats est élu par un système majoritaire, avec deux personnes par canton, indépendamment de la taille de celui-ci. Ici, c'est la personne qui compte et le parti donne seulement une «couleur» et un cadre aux candidat·e·s.

Pour le **Conseil national**, le parti est très important pour répartir le nombre des sièges. Les organisations environnementales ont analysé les attributions des voix concernant les décisions des sujets écologiques par le passé et les résultats sont clairs: les verts (Verts), les socialistes (PS) et les verts-libéraux (PVL) ont voté à plus de 95% pour l'environnement et les énergies renouvelables. Le centre (Centre) et la droite (PLR) ont seulement soutenu environ un tiers des

sujets environnementaux et l'UDC se situe très bas, vers 10 %. Les petits partis et organisations ont une influence mineure sur les décisions du Conseil national, mais peuvent apporter de temps en temps des bonnes idées. Pour une élection utile, choisissez soigneusement une liste parmi nos trois favorites. Vous pouvez biffer ou ajouter des noms pour favoriser certaines personnes. Mais le plus important, c'est le nom de la liste.

Pour le **Conseil des Etats** c'est différent. Comme il y a deux sièges par canton, la personnalité des candidat·e·s est très importante. Donc ne mettez pas deux candidat·e·s du même parti, mais favorisez-en un et ajoutez un·e autre candidat·e d'un parti ami. En tous cas, ne donnez pas de voix à un·e candidat·e climato-sceptique. Le Conseil des Etats a été jusqu'à présent très conservateur et a souvent affaibli les propositions du Conseil national sur les questions d'écologie.

Vous pouvez volontiers nous envoyer vos questions (info@contratom.ch) ou consulter le site www.ecorating.ch, en regardant bien les noms parce qu'il manque de temps en temps des candidat·e·s dans les graphiques.

Le plus important est d'**aller voter** et faire voter vos ami·e·s !! Merci.

Erwin



Roger Nordmann vient de sortir un nouveau livre: «Urgence énergie et climat» (éditions Favre).

Il traite du problème du climat au niveau mondial et national.

L'analyse nationale est réaliste et met en avant le retard de mesures prises par la Suisse (« la seule impossibilité est le statu quo »). Il propose un «Fonds pour le climat», en principe non

remboursable, pour financer le remplacement de l'énergie fossile par des énergies renouvelables et l'isolation thermique des bâtiments (chauffage par bois, pompe à chaleur, géothermie). Le changement de la mobilité individuelle par des voitures électriques (une voiture électrique a besoin de seulement 25% de l'énergie utilisée par une voiture à essence ou diesel) va se faire quasiment sans aide financière. Son modèle utilise le surplus d'énergie photovoltaïque en été en le transformant en gaz de synthèse «syngaz» (hydrogène ou méthane) qui sera utilisé en hiver par les besoins industriels.

Une simulation est faite en se basant sur des valeurs des années 2011 à 2021 (énergies, températures et soleil). Le résultat est positif, sans apport d'énergie étrangère (fossile) et sans nucléaire («la relance du nucléaire n'est pas une alternative praticable ou même souhaitable dans notre pays»). En adoptant ce modèle, la Suisse serait «GES-neutre» (GES=gaz à effet de serre) en 2050, comme promis lors des accords de Paris, à l'exception de l'aviation.

Nordmann prône une réduction de la consommation de viande, préconise d'utiliser des voitures électriques de petite taille, de faire moins kilomètres et bien sûr d'utiliser les avions le moins possible.

Le fonds pour le climat sera alimenté par 17 milliards de francs par année, une somme importante, mais cela est très relatif si on compare aux montants mis à disposition par la Confédération pour sauver une entreprise pourrie (Crédit Suisse) avec une solution boîteuse (une banque encore plus grande)!

Ce livre nous donne l'espoir que la Suisse atteigne la neutralité climatique en 2050, comme promis. Mais, pour ce faire, il faut appliquer au plus vite les mesures préconisées, c'est urgent!

Erwin

POUR UN MONDE SANS ARMES NUCLEAIRES

ContrAtom qui avait en son temps adressé une missive au Conseiller fédéral Ignazio Cassis pour exiger la signature du TIAN (Traité International pour l'interdiction des armes nucléaires), s'est associé à l'appel du GSSA (Groupement pour une Suisse sans armée) pour une manifestation à l'occasion du 79^{ème} anniversaire d' Hiroshima (voir photos ci-contre).



Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du communiqué de presse que le GSSA a publié à cette occasion:

«Le 6 août 1945, le monde entrait dans l'ère nucléaire avec le bombardement atomique de la ville d'Hiroshima, provoquant une destruction d'une ampleur jamais vue auparavant et la mort immédiate et tragique de 150'000 personnes, et ce sans compter la multiplication des cas de cancer dans les années qui suivront. Depuis, la menace nucléaire n'a jamais disparu et n'a bien au contraire fait qu'augmenter: de nouveaux pays faisant le choix de l'acquiescer tout en augmentant la taille de leur arsenal jusqu'à atteindre des potentiels de dévastation inimaginables.

Aujourd'hui, 78 ans plus tard, neuf puissances militaires (Russie, Etats-Unis, Chine, Grande-Bretagne, France, Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord) s'emploient encore

et toujours à moderniser leurs arsenaux nucléaires en construisant de nouvelles installations de production et en améliorant leurs armes nucléaires.(...)

Nous vivons effectivement dans une époque où le risque d'utilisation d'une de ces armes est au plus haut depuis des décennies. Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, l'a d'ailleurs bien fait savoir lors d'une conférence en 2022 lors de laquelle il a annoncé que « Aujourd'hui, l'humanité est à une erreur de calcul de l'anéantissement nucléaire ».

Nous avons donc jusqu'à maintenant été particulièrement chanceux, mais cette chance pourrait ne pas durer éternellement. Pour éviter une catastrophe nucléaire imminente, les nations non nucléaires ont ainsi proposé un traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Adopté lors d'une conférence des Nations unies en juillet 2017 à une très large majorité (122 pays), le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) interdit de développer, tester, produire, acquiescer, posséder, stocker et menacer d'utiliser des armes nucléaires.



Le TIAN est entré en vigueur en janvier 2021 et, bien que toutes les puissances nucléaires s'y soient opposées, il a été signé jusqu'à présent par 92 pays et ratifié par 68 d'entre eux. Il est évident que l'interdiction des armes nucléaires



est donc plébiscitée par une large partie de la planète, prise en otage par une poignée d'Etats refusant de lâcher le pouvoir de destruction que leur apporte cette arme.

Le refus du Conseil fédéral en 2018 d'approuver le traité TIAN, malgré un vote favorable des Chambres fédérales, apparaît plus qu'étrange pour un pays se déclarant officiellement neutre sur la scène internationale. Ce d'autant plus que la Suisse avait activement participé à l'élaboration du TIAN avant de soudainement mettre en attente toute décision de signature et de ratification du traité. Cette opposition aligne la Suisse aux grandes puissances nucléaires mondiales. Cet alignement est manifestement opposé à une politique active de recherche du maintien de la paix hors du chantage militaire de la dissuasion nucléaire pratiqué par ces mêmes grandes puissances.

La presse a récemment révélé que ce manque de volonté du Conseil fédéral s'expliquait en fait par des pressions de la part de l'OTAN. Cette situation totalement inacceptable n'a pourtant pas manqué de convaincre Viola Amherd,

Conseillère fédérale en charge du Département de la Défense, qui est aujourd'hui radicalement opposée à toute signature du TIAN par la Confédération. La volonté de la Suisse de se rapprocher de l'OTAN pourrait donc aller jusqu'à lui faire perdre toute la réputation et la crédibilité humanitaire qu'elle s'était construite, et ce depuis le 19^e siècle. Ceci est intolérable et il est nécessaire de pousser le Conseil fédéral à signer et ratifier le TIAN.

(...)Les moyens matériels et financiers pour maintenir un tel arsenal apocalyptique détournent des ressources qui devraient être utilisées à des fins pacifiques, pour améliorer le niveau de vie de centaines de millions de personnes et pour lutter contre d'autres menaces bien plus réelles et immédiates, comme le réchauffement climatique.

Le retrait de la Russie du traité New Start et la guerre en Ukraine font que le risque d'utilisation de ces armes est aujourd'hui plus grand que jamais.(...)



Par conséquent, il est essentiel que le Conseil fédéral présente sans délai aux chambres fédérales le traité pour ratification comme cela a été demandé par celles-ci et par voie de pétition. Nous nous engageons dès à présent en faveur de la signature et de la ratification du TIAN, afin de nous rapprocher et d'un jour atteindre un monde libéré entièrement de la menace nucléaire.»

BUGEY: LA DOUBLE PEINE

Au début de son premier mandat, teinté d'une légère coloration vert-pâle, le Président Macron affichait sa volonté d'accélérer les fermetures de centrales par rapport aux prévisions du septennat précédent...

Il était alors question de fermer 8 réacteurs dès 2028. Puis on a parlé de la fermeture de 14 réacteurs au total à l'horizon de 2035. Sur le site du Bugey, qui, rappelons-le, n'est qu'à 70 km à vol d'oiseau de Genève, on compte 4 réacteurs parmi les plus anciens du parc français: on aurait légitimement pu s'attendre à leur arrêt rapide, et voir ainsi la menace qui plane sur de grandes agglomérations comme Lyon ou Genève écartée.

... mais les premiers doutes sont apparus très vite...

En janvier 2019, premier rétropédalage: on n'annonçait plus la fermeture que de 2 réacteurs à l'horizon de 2028 puis, peut-être de 2 autres, sous condition, d'ici 2035.

L'espoir de voir les réacteurs du Bugey s'arrêter rapidement commençait à vaciller sérieusement!

La pression du lobby nucléaire n'a fait que s'intensifier depuis. Et le président français est allé de renoncement en renoncement, de concession en concession vis-à-vis du lobby nucléaire.

... et le résultat dépasse tout ce qu'on pouvait craindre!

S'asseyant sur toutes les promesses passées, le Président Macron est allé au-delà de tout ce que l'on pouvait imaginer. Il nous a annoncé «en même temps»:

- la construction ferme de 6 EPR et l'étude de 8 autres.
- la prolongation à 50 ans minimum de toutes les centrales en activité.
- le déblocage de fonds spécifiques pour le développement des SMR (Small Modular Reactors).

La prolongation à 50 ans des vieilles centrales nécessitera des investissements considérables. L'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) a indiqué que pour le 4ème réexamen périodique des réacteurs de 900 MW, EdF devrait compléter son dossier technique afin d'améliorer la sûreté concernant de nombreux points préoccupants (sûreté des piscines d'entreposage, gestion des accidents avec fusion du cœur, meilleure prise en compte de risques externes tels que les séismes ou les phénomènes climatiques extrêmes). Là encore, EdF a fait des promesses!... Espérons seulement que l'organisme de contrôle ne transigera pas avec EdF au dernier moment, comme cela a malheureusement été le cas par le passé.

Le choix du Bugey dicté par la date de démarrage des travaux:

Le lieu d'implantation des 4 premiers réacteurs EPR était déjà connu depuis plusieurs mois. Les sites de bord de mer de Penly et Gravelines ayant été retenus, il restait à décider quel site fluvial recevrait la troisième paire de réacteurs EPR: Tricastin ou le Bugey.

La décision, hélas redoutée, de construire 2 EPR au Bugey, a été officialisée par le gouvernement français le 19 juillet dernier; ces réacteurs vont venir s'ajouter aux vieux réacteurs existants dont la prolongation au-delà des limites du raisonnable a déjà été annoncée.

Si le site du Bugey a été préféré à celui de Tricastin, c'est, selon la ministre Agnès Pannier-Runacher, parce que des études supplémentaires auraient été nécessaires à Tricastin. Pour tenter de réduire de quelques mois le temps de réalisation, le gouvernement français fait tout ce qu'il peut pour minimiser les temps consacrés aux études et aux enquêtes publiques. C'est ainsi que la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles centrales nucléaires a été promulguée le 22 juin 2023.: Ces procédures seront temporairement simplifiées (pendant 20 ans! Ce qui, soit-dit en passant, dénote un certain scepticisme quant à l'efficacité de cette accélération!). Les délais d'instruction des dossiers sont réduits, des dispenses de permis de construire sont accordées aux nouvelles centrales, la loi «Littoral» ne s'applique plus pour les centrales situées en bord de mer. Bref c'est un régime d'exception qui a été instauré durablement. Tout cela parce que EdF n'a aucune maîtrise sur les calendriers des constructions proprement dites, tous les EPR construits jusqu'à présent ayant subi des retards incontrôlés.

Si cette loi permettra de débiter les chantiers plus tôt, elle n'apporte aucune certitude quant à leur achèvement. Que le démarrage ait lieu en 2037 (date irréaliste prévue par le gouvernement ... les paris sont ouverts!), en 2040 ou en 2045 il sera, de toutes les façons, trop tard pour une transition énergétique compatible avec le calendrier proposé par le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Or il est absolument nécessaire de mettre en place des solutions viables et efficaces avant 2030 pour tenter de minimiser les effets dévastateurs du réchauffement climatique.

L'avenir est sombre pour le Bugey et la région

Les habitants du Bugey et de la région vont donc subir une double peine: les vieux réacteurs vont être prolongés, et 2 nouveaux EPR seront construits sur le même site.

Avec ce quasi-doublement de la puissance installée, la pression sur le Rhône va encore augmenter (alors même qu'en cette fin du mois d'août, des mesures de limitation de la puissance délivrée ont dû être prises en raison de la vague de chaleur et de la sécheresse, et ceci pour la deuxième fois de l'année). D'ici 2040, il est certain que la situation hydrologique du Rhône va encore se dégrader, et pourtant, à ce moment-là, ce seront environ 50 millions de m³ d'eau supplémentaires qui seront prélevés chaque année par les 2 EPR et évaporés dans l'atmosphère.

Bien évidemment, les habitants de la région vont réagir: la municipalité de Lyon ainsi que la communauté urbaine de Lyon ont d'ores et déjà annoncé leur volonté de déposer un recours.



Antonio Hodgers, Président du Conseil d'Etat genevois, en prenant acte de la décision française a déclaré que «le Conseil d'Etat se déterminera à la rentrée sur la suite qu'il entend donner à ce dossier et sur les moyens à y consacrer. Nous avons un mandat constitutionnel clair, auquel s'ajoute la question du débit du Rhône, qui fait partie intégrante du dossier nucléaire français».

Si les recours formels devront attendre la publication des autorisations délivrées par l'Etat français (probablement en 2025-2026), une action concernant le débit du Rhône pourrait être engagée plus rapidement. En effet, comme cela était mentionné dans l'article «Sécheresse: le nucléaire boit la tasse» dans le N° 151 (1), la France espère arracher avant la fin de 2023 un accord transfrontalier sur la régulation du débit du Rhône. Il semble, hélas, d'après les dernières informations disponibles, que les autorités fédérales soient prêtes à des concessions importantes à ce sujet (probablement en échange d'une position accommodante de la France au sujet des accords bilatéraux avec la Communauté Européenne), même si les cantons de Genève, de Vaud et du Valais souhaiteraient qu'aucun engagement chiffré sur le débit du Rhône ne figure dans l'accord en préparation.

La Suisse a, dès maintenant, les moyens de faire pression sur la France, pour que sa voix soit entendue lors de l'enquête publique relative à la construction des futurs EPR au Bugey. Il conviendrait donc d'agir avec la plus grande fermeté et ceci d'autant plus que dans le rapport de la Cour des comptes française (2), il est admis que les dispositions transfrontalières existant avec la Belgique et le Luxembourg sont bien plus contraignantes pour la France que celles qui concernent la Suisse!

Une personnalité juridique pour le Rhône?

Dans le monde entier, les canicules et sécheresses à répétition font peser sur la nature un stress tel que l'on est amené à s'interroger sur les moyens de limiter l'exploitation de celle-ci par l'homme. A l'instar de certains pays lointains, qui ont déjà conféré une personnalité juridique à des cours d'eau (l'Atrato en Colombie, le Whanganui en Nouvelle-Zélande, le Gange et la Yamuna en Inde, ...), il est devenu raisonnable de penser qu'un moyen efficace de lutter contre une surexploitation pourrait consister à conférer une personnalité juridique aux cours d'eau, et en particulier, au Rhône.

Une personnalité peu suspecte d'extrémisme écologique, M. François Molins, ancien procureur près la Cour de cassation en France a déclaré qu'«il serait intéressant d'avoir un droit du vivant pour mieux protéger la nature».

Techniquement, une personnalité juridique d'un élément naturel serait semblable à la personnalité morale d'une entreprise.

Il y a quelques années l'association id-eau à Lausanne, avait lancé l'idée de doter le Rhône d'une personnalité juridique: il est grand temps de reprendre l'idée et de donner corps à ce concept qui permettrait de se substituer aux autorités politiques pour lutter pour la préservation du Rhône et contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires en aval du cours helvétique.

Mais si des oppositions locales vigoureuses sont attendues, force est de constater que, dans l'ensemble de la population, la résistance contre le nucléaire faiblit au fur et à mesure que le souvenir de Fukushima s'estompe; même certains écologistes commencent à susurrer que le nucléaire est peut-être une solution! Un comble!

Il est donc, plus que jamais, temps de donner un second souffle à la lutte anti-nucléaire et de mobiliser les Genevois et nos voisins de Rhône-Alpes pour refuser la fuite en avant nucléaire du gouvernement français..

Toute l'Europe semble résignée à relancer le nucléaire. Toute? ... Non, un ancien petit village helvète (Genava en latin) résiste encore et toujours, avec Contratomix en première ligne pour contrer les velléités nucléaristes de son grand voisin!

Résistance!

Jean Le Guern

ERRATUM:

(1) dans le paragraphe d'introduction de l'article «Sécheresse: le nucléaire boit la tasse», paru dans le N° 151, il est malheureusement écrit que «3% de l'eau utilisée dans le pays servait au refroidissement des centrales nucléaires ...». Il fallait lire 31, ce qui change considérablement la donne! Veuillez nous excuser pour cette erreur typographique.

(2) Adaptation au changement climatique du parc des réacteurs nucléaires - mars 2023- www.ccomptes.fr

LA FRANCE VA-T-ELLE FAIRE UNE CROIX SUR L'URANIUM DU NIGER?

Le récent putsch militaire au Niger complique la politique d'approvisionnement en uranium de la France. Cette dernière vante depuis des années l'indépendance énergétique que lui conférerait l'industrie nucléaire. En fait, la France n'extrait plus d'uranium depuis longtemps, et la soi-disant indépendance énergétique n'est justifiée que par une diversification des approvisionnements.

L'origine de l'uranium importé par la France varie d'une année à l'autre, mais en moyenne, sur les dix dernières années, les importations sont venues essentiellement du Kazakhstan (27%), du Niger (20%) et de l'Ouzbékistan (19%). La turbulence politique générée par le coup d'état au Niger rend l'avenir de l'exploitation par Orano (ex-Areva) pour le moins incertain.



PROBLEMES EN SERIE AVEC LES VIEILLES CASSEROLES DU BUGEY

Alors qu'on nous promet des réacteurs supplémentaires, ça craque de partout au Bugey! Cet été, à 70 km de Genève, les incidents se sont multipliés. Voyez plutôt:

- le 30 juillet, EDF annonce qu'un départ de feu a été constaté au niveau d'une pompe du circuit secondaire; pas si anodin que cela puisque l'alerte aurait été déclenchée à 15h30 et que les moyens internes se sont avérés insuffisants pour éteindre l'incendie. Les secours extérieurs ont dû être sollicités et l'incendie a été éteint à 20h

Dans ce pays, Orano dispose actuellement de 3 sites miniers:

- le site de la Somaïr est le seul en exploitation réelle, bien qu'en voie d'épuisement;
- le site d'Akokan qui est fermé depuis 2 ans et est en cours de réhabilitation (une colline de déchets doit encore être recouverte d'un sarcophage d'argile).
- le site d'Imouraren, qui dispose d'une très importante réserve mais dont la mise en exploitation a été reportée à la fin de la présente décennie.

Ces dernières années, la part provenant du Niger a diminué et serait actuellement dans une fourchette de 10 à 15% au profit du Canada et de l'Australie.

La diminution des importations tient à plusieurs raisons parmi lesquelles l'arrêt de la production d'Akokan, le coût d'extraction et la pression djihadiste qui rend l'exploitation et le transport du minerai vulnérables.

Malgré les événements actuels, le gouvernement français affiche une sérénité de façade en prétendant qu'une rupture des approvisionnements en provenance du Niger ne serait pas catastrophique.

La situation est en réalité moins rose que cela pour deux raisons:

- le rééquilibrage des importations en provenance des pays géopolitiquement sûrs (comme le Canada ou l'Australie) ne suffit pas à combler le déficit des fournitures nigériennes. La part relative des pays dans l'orbite de la Russie (Kazakhstan, Ouzbékistan) est donc en augmentation. Et si le Niger tombait sous influence russe, le déséquilibre des importations se creuserait drastiquement.
- si la part du Niger est momentanément plus faible, c'est parce que les anciens sites arrivent en fin de vie. Orano compte beaucoup sur le site d'Imouraren dont les réserves sont estimées à 200 000 tonnes et qui pourrait être exploité par pompage et non par le processus classique de mine à ciel ouvert. Dans ce cas, le Niger serait susceptible de redevenir un fournisseur majeur à l'horizon de 2030.

Il y a donc un risque géopolitique à terme de voir les 3/4 de l'uranium importé par la France provenir de pays sous influence russe.

Est-ce cela l'indépendance énergétique de la France?

Jean Le Guern

selon les anti-nucléaires locaux, EDF n'ayant pas jugé utile de donner plus d'informations.

- le 2 août, un autre arrêt d'urgence survient sans que l'opérateur ne puisse expliquer pourquoi le réacteur ne fonctionne pas normalement
- le 8 août, un nouvel arrêt est opéré suite à une «défaillance d'un matériel...hors zone nucléaire».

Finalement, à la mi-août, le réacteur ne fonctionnait toujours qu'à moitié de sa puissance... puis des restrictions de fonctionnement ont été imposées par l'arrivée de la canicule.

REJET DE L'EAU DE FUKUSHIMA: UN MODELE DE... COMMUNICATION!

Depuis le 24 août, le rejet dans le Pacifique des eaux ayant servi au refroidissement des coeurs des réacteurs lors de la catastrophe de Fukushima a commencé. Toutes les agences de presse ont rapporté que la radioactivité rejetée était très inférieure aux limites autorisées et qu'il n'y avait aucun danger. La communication autour de cet événement a été soigneusement orchestrée pour convaincre la population que tout était sous contrôle. Circulez, il n'y a rien à voir! Vraiment?

Qu'en est-il exactement?

Depuis la catastrophe de 2011, la société TEPCO (Tokyo Electric Power Company) qui exploitait cette centrale a accumulé plus de 1,3 millions de m³ d'eau stockés dans plus de mille citernes. Pour se débarrasser de cette eau radioactive, TEPCO a imaginé un système de piégeage des éléments radioactifs par adsorption et filtration qui retient la majorité des radionucléides présents, sauf le tritium (un isotope de l'hydrogène) et le carbone 14.

Cette eau, partiellement purifiée, doit ensuite être diluée avec de l'eau de mer pour faire descendre la radioactivité à un maximum de 1500 Becquerels par litre (Bq/l).

Le déversement dans la mer doit s'étaler sur plus de 30 ans, par tranches quotidiennes n'excédant pas 500 m³.

Le premier déversement, commencé le 24 août doit durer 17 jours et porter sur 7800 m³ d'eau.



Celui-ci est effectué sous la surveillance de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), qui a validé le plan de rejet, et de plusieurs organisations internationales.

Tout ce beau monde a largement communiqué sur le niveau de radioactivité de l'eau rejetée qui est 40 fois inférieur à la norme internationale (60'000 Bq/l) et sept fois inférieur au plafond établi par l'OMS pour l'eau potable (10'000 Bq/l). Il est même souligné que l'usine de traitement des déchets de La Hague en France rejette dix fois plus de tritium depuis des années.

Faut-il s'inquiéter?

Pour le moment, non... et le premier ministre japonais peut manger du poisson de Fukushima devant les caméras sans prendre des risques démesurés! Le site de Fukushima est sous l'oeil des journalistes de la presse mondiale et sous le contrôle des scientifiques et tout est fait selon les règles établies.

Cependant certains points s'avèrent inquiétants pour les années à venir:

- on a beaucoup parlé de innocuité du tritium à faible dose, mais avons beaucoup moins parlé du Carbone 14 dont la durée de demi-vie est de plus de 5000 ans et qui reste présent dans l'eau purifiée.
- TEPCO n'a jamais communiqué sur le taux de radionucléides qui échappent au système de filtration et notamment SUR le taux de Césium 137 et de Strontium 90. La filtration ne peut pas stopper 100% de ces composés. Or même s'ils sont rejetés à très faible dose ils ont une durée de vie extrêmement longue et ont la propriété de se concentrer dans la chaîne alimentaire (Ainsi au Tessin, une alerte sanitaire avait été émise sur la viande de sanglier en 2013, soit 28 ans après Tchernobyl, parce que les sangliers mangent les champignons qui eux-même absorbent et concentrent les éléments radioactifs du sol. Dans l'océan, la chaîne alimentaire est tout aussi sensible, voire plus, et nul ne peut dire quel sera l'état de la faune aquatique du Pacifique dans 20 ans).
- La concentration en matières radioactives n'est pas constante dans les quelques mille citernes où sont stockées les eaux traitées. On peut penser, que pour les premiers déversements, l'eau utilisée a été soigneusement sélectionnée. Certains scientifiques japonais affirment que, dans certaines citernes, la radioactivité serait plus importante et qu'un deuxième traitement serait nécessaire pour abaisser le taux de radioactivité résiduelle. Cela sera-t-il fait ? Les contrôles externes, qui sont actuellement effectués, seront-ils réalisés avec la même fréquence et la même attention dans 10, 20 ou 30 ans ou TEPCO sera-t-elle seule juge de la qualité des eaux rejetées lorsque plus personne ne s'intéressera à ce sujet?

La solution du rejet en mer d'une eau diluée est peut-être moins risquée que la conservation à terre. Mais elle n'est pas sans conséquence et constitue une sorte d'agression envers les pays voisins qui doivent assumer le risque alors qu'ils ne sont pas responsables de l'accident. Encore une raison suffisante pour arrêter toutes les centrales nucléaires!

Jean Le Guern

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE CONTRATOM

À L'ARCADE CASTAFIORE

LE MERCREDI 18 OCTOBRE 2023

20, rue de Montbrillant

(derrière la gare de Cornavin, à Genève)

Au programme:

19h30: Accueil autour d'un buffet campagnard

20h30: Les choses sérieuses commencent.

Ordre du jour :

1. Approbation du compte-rendu de l'AG du 19 octobre 2022.
2. Bref rapport d'activités 2022/2023
3. Points statutaires (comptes, comité)
4. Discussion sur le fonctionnement et les perspectives de ContrAtom. Nous comptons sur vos précieuses remarques et suggestions
5. Divers.

Nous nous réjouissons de vous rencontrer.

Le Comité



LA POSTE

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

EN SOUVENIR DE PAUL BONNY

C'est avec tristesse que ContrAtom a appris le décès de Paul Bonny survenu en juillet dernier.

Paul a été un membre très actif au sein de ContrAtom. Il a signé de nombreux articles dans notre journal et il a été le moteur de plusieurs de nos campagnes dont la plus marquante fut celle qu'il a initiée pour dénoncer, en précurseur, les liaisons dangereuses de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) avec l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique).

Scandalisé par le silence de l'OMS sur l'utilisation de l'uranium appauvri dans les conflits armés, puis par ses informations biaisées sur la catastrophe de Tchernobyl, Paul Bonny n'a eu de cesse de dénoncer les liens existant entre l'OMS et l'AIEA.

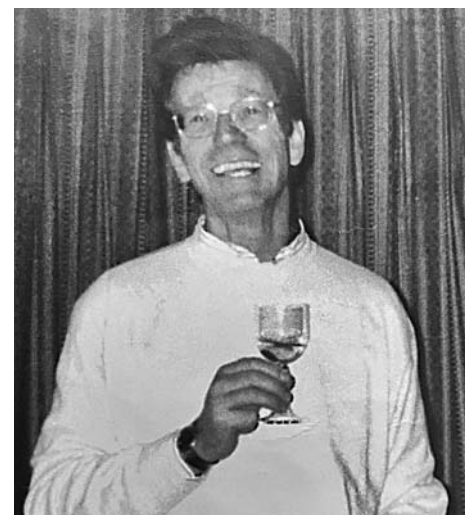
Dans le N°57 de ContrAtom, datant d'avril 2001, il écrit: «L'Organisation mondiale de la santé serait-elle prisonnière de l'industrie nucléaire? La grande majorité de nos interlocuteurs ne peuvent y croire. Et pourtant la réalité est bien là: depuis 1959, l'OMS ne peut rien entreprendre, ne peut rien publier sans l'accord de l'Agence internationale de l'énergie atomique, les promoteurs officiels du nucléaire!... et voilà «le petit grain de sable glissé dans les rouages silencieux et impitoyables des organisations internationales...»

Ton petit grain de sable, Paul, est devenu montagne grâce au mouvement Independent Who qui a repris le flambeau en 2006 pour protester contre la soumission de l'OMS au lobby nucléaire et sa complicité dans la dissimulation des conséquences des accidents nucléaires.

Merci Paul pour la pertinence de tes engagements, ta force de persuasion et l'énergie que tu as mise dans tous tes combats.

Nous te devons reconnaissance et admiration.

Pour l'Équipe Anne-Cécile



CONTRATOM